



Revue de presse



Mardi 14 juin 2022

La Patrie
Site d'informations générales
NEWS

[Actions du gouvernement d'Aimene Benabderrahmane : Finances, les résultats s'affichent](#)

Les réalisations du président TEBBOUNE

Actions du
gouvernement
d'Aimene
Benabderrahmane

Finances,
les résultats
s'affichent

Finances, les résultats s'affichent

Pour sa première année d'exercice qu'il bouclera bientôt, le staff d'Aimene Abderrahmane a tiré son épingle de jeu pour permettre à l'économie nationale, très touchée par la pandémie Covid-19 comme partout dans le monde, de redémarrer sur des bases plus solides.



[Le Président Tebboune inaugure la 53e Foire internationale d'Alger : le temps du renouveau](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé lundi à l'inauguration, au palais des Expositions (Pins-Maritimes), de la 53e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), à laquelle participent plus de 700 entreprises représentant 20 pays.



[L'esprit d'entreprise](#)

Inaugurée par le président de la République, la Foire internationale d'Alger est placée, cette année, sous le signe de la promotion d'un partenariat stratégique susceptible d'offrir au pays toutes les garanties nécessaires dans sa projection à l'international, notamment dans des espaces vitaux tels que le continent africain, le monde arabo-islamique, l'espace euro-méditerranéen...



RAPPORT DE LA CNUCED SUR LE NIVEAU DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE MONDE : L'Algérie enregistre un recul du flux des IDE en 2021

La région de l'Afrique du Nord a ainsi enregistré une baisse de 5% du flux des IDE en 2021, en atteignant un niveau d'investissement de 9,3 milliards de dollars, alors que le reste du continent marque un bond appréciable du flux des investissements étrangers.

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) vient de livrer son rapport sur l'état des investissements dans le monde au cours de l'année 2021, et le constat global fait état d'un retour aux niveaux d'avant la pandémie en 2021, mais il est peu probable que ce cours se maintienne en 2022. Le flux mondial d'IDE atteint 1582,3 mds de dollars en 2021, contre 963,1 mds en 2020.

Dans le cas de l'Algérie, le même rapport relève un recul du niveau des investissements directs étrangers, qui sont passés de 1,14 milliard de dollars au cours de l'année d'apparition de la pandémie (2020) à seulement 870 millions de dollars en 2021. Une tendance baissière qui a touché, à des degrés différents, pratiquement tous les pays de l'Afrique du Nord, à l'exception du Maroc, qui a vu sa courbe d'investissement étranger augmenté et passer à 2,1 mds de dollars, contre 1,4 md en 2020.

La région de l’Afrique du Nord a ainsi enregistré une baisse de 5% du flux des IDE en 2021, en atteignant un niveau d’investissement de 9,3 mds de dollars, alors que le reste du continent marque un bond appréciable du flux des investissements étrangers, à l’instar de l’Afrique australe qui a enregistré pas moins de 42 milliards de dollars, et l’Afrique de l’Ouest 14 mds (hausse de 48%).

L’Afrique de l’Est a vu également le flux d’IDE progresser avec une hausse de 35%, pour s’établir à 8,2 mds de dollars. L’Egypte, quant à elle, a connu une baisse de 12% du flux d’IDE l’année dernière, pour s’établir à 4,1 milliards de dollars contre 5,8 mds en 2020, mais cette baisse n’affecte pas sa place de deuxième plus gros bénéficiaire des IDE en Afrique. La Tunisie enregistre, quant à elle, une légère baisse du flux, qui est passé de 660 millions de dollars à 652 millions. Dans le cas de l’Algérie, le rapport cite particulièrement la signature de l’accord de partenariat sino-algérien dans le projet de phosphate, et dont le montant est estimé à 7 mds de dollars.

Ce projet, souligne la CnuCED, est particulièrement important compte tenu des pénuries d’engrais à base de phosphore causées par la guerre en Ukraine. En termes de comparatif sur les incitations fiscales par pays, le rapport note que «les investissements enregistrés auprès de l’Agence nationale de développement des investissements bénéficient automatiquement des incitations fiscales décrites dans la loi sur l’investissement, y compris l’exonération des droits de douane, de la TVA ainsi que l’impôt sur les sociétés jusqu’à trois ans au cours de la phase opérationnelle».

Ceci, tandis qu’au Rwanda par exemple, «un ensemble d’incitations fiscales est disponible pour les investisseurs enregistrés... qui ont droit à des taux préférentiels d’IS ou à des exonérations fiscales pouvant aller jusqu’à sept ans». Notons que le flux des IDE en Afrique a atteint pour l’année 2021 un montant de 83 milliards de dollars, ce qui est un véritable record pour le continent, mais reste en deçà des performances d’autres régions du monde. Pour la troisième année consécutive, l’Asie bénéficie d’un attrait sans égal des IDE.

En 2021, une augmentation de 40% a bénéficié aux flux d’investissements en Asie pour atteindre pas moins de 619 mds de dollars, tirés par le boom économique en Chine et en Asie du Sud-Est. Si l’impact de la pandémie a intensifié en 2021 la fragilité des investissements dans les secteurs pertinents pour les ODD, en particulier l’alimentation, l’agriculture, la santé et l’éducation ; l’impact de la guerre en Ukraine ralentira davantage la cadence de l’investissement au cours de l’année 2022.

«Les économies en développement devraient être fortement affectées par la guerre et ses ramifications plus larges, ainsi que par des facteurs macroéconomiques, notamment la hausse des taux d’intérêt», précise le rapport, en notant que l’espace budgétaire dans de nombreux pays sera considérablement réduit, en particulier dans les économies importatrices de pétrole et de produits alimentaires.

ENERGIE : Les prix du pétrole en légère baisse

Le pétrole était en recul hier, au cours de la première séance de cotation de la semaine, perdant environ 2 dollars le baril, alors qu'une flambée de cas de Covid-19 à Pékin, en Chine, fait planer encore une fois des doutes sur un rebond de la demande chinoise. Les investisseurs pèsent aussi les éventuelles répercussions d'un nouveau resserrement monétaire pour lutter contre la flambée de l'inflation américaine. Le Brent a baissé, hier, de 1,86 dollar, ou 1,5%, à 120,15 dollars en début de cotation, tandis que le brut américain West Texas Intermediate a chuté de plus de 2 dollars, à 119 dollars le baril. Les deux références pétrolières ont augmenté de plus de 1% la semaine dernière. La chute actuelle des prix est exacerbée, selon des analystes, par les avertissements lancés par des responsables chinois au sujet d'une «propagation» féroce «du virus Covid à Pékin, jetant le doute sur la reprise immédiate de la demande du plus gros exportateur mondial de brut. Pékin a déclaré qu'une épidémie de Covid-19 liée à un bar populaire s'avère plus difficile à contrôler que les points de contamination précédents à Shanghai.

Les autorités ont également retardé la réouverture de la plupart des écoles de la capitale, prévue hier, tandis que des districts de Shanghai ont suspendu les services de restauration. Par ailleurs, soulignent les analystes cités par Reuters, «l'inquiétude concernant de nouvelles hausses de taux, renforcée par les données d'inflation américaines de vendredi montrant que l'indice des prix à la consommation américain a augmenté de 8,6% le mois dernier, a également poussé le pétrole à la baisse et pesé sur les marchés financiers». Dans ce contexte, l'offre reste tendue, le marché évoluant au rythme d'un manque de capacité chez certains membres de l'OPEP, une production en Libye réduite de moitié par les troubles que vit le pays, ainsi que les sanctions occidentales contre la Russie. En dépit de la baisse des cours constatée hier, le pétrole est en hausse quasi constante depuis le début de 2022, alors que la crise en Ukraine a aggravé les problèmes d'approvisionnement et que la demande de pétrole s'est redressée après les blocages dus à la Covid. Au mois de mars, le Brent a atteint 139 dollars, le plus haut depuis 2008. Le pétrole totalise une hausse de près de 60% cette année, malgré plusieurs épisodes de baisse au cours des derniers mois

La BNA et son crédit Hadj

Une dizaine de personnes, qui vont accomplir le pèlerinage prochainement, ont bénéficié d'un crédit sans intérêt à Blida, appelé aussi «crédit halal». Octroyé par l'agence de la banque BNA de Blida qui offre le service de la finance islamique, le crédit couvre jusqu'à 70% des frais du Hadj liés notamment à l'hébergement, la restauration et le transport. Son remboursement s'étale sur 24 mois, avec un différé de 3 mois.

“Les premiers remboursements s’effectueront trois mois après le pèlerinage”, explique-t-on. Le nombre de bénéficiaires de ce prêt va certainement augmenter les prochaines années au cas où il sera reconduit, puisque concernant le Hadj 2022, le crédit en question a été lancé pendant une semaine et surtout juste un mois avant le pèlerinage alors que la plupart des pèlerins s’étaient déjà acquittés des frais liés au voyage sacré.



COMMENTAIRE : Baromètre de l’attractivité

La Foire internationale d’Alger, après une absence de deux ans à cause de la pandémie de Covid-19, ouvre de nouveau ses portes cette semaine. Cette manifestation économique et commerciale verra ainsi la participation de quelque 530 entreprises nationales, dont 383 privées et 174 publiques, et de 187 sociétés étrangères venant de 20 pays. Si la communication officielle met en avant le fait que pour sa 53e édition, la FIA occupera une superficie totale d’exposition de 24 800 m², en augmentation de 41% par rapport à la dernière édition, il reste que son succès, en revanche, dépend davantage des résultats obtenus quant à l’atteinte des objectifs qu’elle s’est fixés.

Véritable baromètre de la dynamique économique d’un pays et de son attractivité, ce rendez-vous, important, ne saurait pourtant être réduit à une simple manifestation commerciale où il serait tout juste question de tisser «les bonnes affaires», le plus souvent synonyme encore une fois, comme jadis, d’un flux d’importations tous azimuts pour l’Algérie. Au nom de la sacro-sainte règle de la liberté commerciale qui a fini par faire exploser la facture d’importation du pays durant les années 2000, sans pour autant permettre de hisser vers le haut l’appareil de production nationale ou encore l’attraction des investissements directs étrangers. L’expérience a montré durant les deux dernières décennies que l’ouverture du commerce extérieur de l’Algérie, voire de son marché, s’il a, certes, permis de glaner quelques résultats, n’en a pas pour autant été un atout majeur pour améliorer la compétitivité de nos entreprises, améliorer le climat des affaires et encore moins favoriser la transparence afin de mieux lutter contre la corruption et la multiplication des scandales financiers. Bien au contraire, le constat a été des plus alarmants sur la concomitance du rush des entreprises étrangères et de la hausse des réserves de change de l’Algérie.

Pour beaucoup, la FIA de la production n’est nulle autre qu’une opportunité pour les entreprises étrangères d’écouler leurs produits sur le marché algérien et rarement le contraire. Bien sûr, ce n’est pas faire grief aux entreprises étrangères qui cherchent tout naturellement à prospérer et à faire de «bonnes affaires». Les entreprises locales, quant à elles, sont-elles seulement capables de nouer des partenariats de qualité ? L’idée, ici, est de montrer à quel point cette manifestation commerciale peut ne pas revêtir l’importance qu’elle requiert pourtant sous d’autres cieux, parce que cette mise en relation d’affaires ne serait pas porteuse de fruits escomptés en matière de partenariats industriels, de flux d’investissements et des mises à niveau que cela implique tant au niveau de l’appareil de production du pays que sur le plan de la gouvernance économique tout entière.

A l'heure où l'on s'échine à réduire la facture d'importations, du fait de la rareté des moyens financiers du pays, il est à se demander quelle serait la stratégie qui sous-tend l'organisation de ces rendez-vous économiques et commerciaux, qui constituent certes une vitrine pour notre économie, mais aussi un indice sur l'attractivité du pays, bien au-delà de son niveau des réserves de change. Faut-il définir de nouveaux objectifs ? A commencer par la bataille de la production, de la spécialisation et de la conduite des réformes à bon port. Bref, tout un programme... !



Tous derrière le Président!

Pour Soufiane Djilali, le Premier ministre et le gouvernement espagnol n'ont pas été à la hauteur du Traité d'amitié. Sans amélioration, la crise politique et diplomatique entre L'Algérie et l'Espagne, est appelée à s'aggraver devant l'obstination du gouvernement espagnol à s'enfoncer plus profondément dans sa bévue.



Tebboune inaugure la 53eme FIA : Un coup d'envoi et des messages

En donnant personnellement le coup d'envoi à ce rendez-vous économique, Abdelmadjid Tebboune se veut rassurant, mais également ferme en invitant à ne pas rater le coche du décollage économique.



GAM Assurances élue meilleur service client de l'année

Pour la deuxième année consécutive, GAM Assurances a remporté le Prix du «meilleur service client» de l'année 2022 dans la catégorie des assurances, dans le cadre du concours «Élu meilleur produit de l'année». Ce classement a été le résultat d'une enquête nationale constituée d'un panel représentatif de plus de 2 400 clients.

Porte sur le marché algérien

Verra-t-on les opérateurs économiques investir le marché algérien à l'occasion de la tenue de la 53ème édition de la Foire internationale d'Alger (FIA), qui a ouvert ses portes, lundi, au Palais des Expositions des Pins maritimes d'Alger ? C'est un évènement économique majeur qui se tient moins d'un mois après l'adoption par le gouvernement d'un nouveau code de l'investissement (19 mai dernier), et qui constituerait, de ce fait, une très bonne tribune pour le rendre audible auprès des investisseurs étrangers et locaux.



المديرة العامة للضرائب: "دفع الضرائب ليس عقاب بل واجب وطني"

قالت المديرة العامة للضرائب أمال عبد اللطيف، اليوم الإثنين، إن دفع الضرائب ليس عقاب بل واجب وطني ومساهمة في المرفق العام. وخلال نزولها ضيفة على برنامج "52 دقيقة اقتصاد" الذي يبث عبر قناة النهار، أوضحت المديرة العامة، أن تغطية الجباية العادية لنفقات التسيير يكون بتوسعة الوعاء الضريبي.



المجلس الإسلامي الأعلى يدعو المتعاملين الإقتصاديين إلى التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية

دعا رئيس المجلس الإسلامي الأعلى، بوعبد الله غلام الله اليوم الاثنين بمعسكر المتعاملين الإقتصاديين بالوطن إلى "التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك العمومية". وأبرز غلام الله في كلمة خلال ندوة جهوية حول المالية الإسلامية بأن "المجلس الإسلامي الأعلى يدعو المتعاملين الإقتصاديين بالوطن إلى ضرورة التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك باعتبار أن المعاملات المالية الإسلامية تساهم بشكل كبير في الأموال التي من شأنها تحقيق التنمية الاقتصادية للبلاد".

BLIDA. BADR BANQUE

Ouverture de la première agence dédiée à la finance islamique

La Banque d'agriculture et du développement rural (BADR) a ouvert, dimanche à Blida, sa première agence totalement dédiée à la finance islamique, à l'échelle nationale, a-t-on appris des responsables de la banque.

Le directeur général de la BADR, Mohand Bourai, accompagné des autorités locales, du représentant de l'Association des banques et des établissements financiers et du président du Comité Charia de la Banque, Cheikh Abou Abdessalam, a procédé à l'ouverture de la première agence BADR du pays dédiée à la finance islamique, suite à la création de plusieurs guichets dédiés à ce mode de financement dans différentes wilayas. « Cette agence bancaire qui sera suivie par l'ouverture d'autres structures similaires à travers le pays, assurera, à l'avenir, 14 produits de la finance islamique, dont six produits relatifs aux comptes courants et comptes d'épargne, tandis que les huit autres seront destinés au financement de projets d'investissement selon la formule de la Mourabaha », a expliqué le DG de la BADR. Le même responsable, qui a affirmé que ses services « sont au diapason des technologies et des développements en



cours en matière de finance islamique », a cité pour preuve la proposition de l'offre de la finance islamique via une agence numérique, dans le but de faciliter la tâche aux clients, et de leur assurer un service à distance.

Ce service permet aux clients de la banque de bénéficier des offres de la finance islamique, via leur téléphone portable, leur ordinateur ou l'agence numérique mise à leur disposition en H24, a-t-il souligné. Dans son intervention à l'occasion, le président du Comité Charia de la Banque, Cheikh Abou Abdessalam, a esti-

mé que la finance islamique est la « réponse objective aux aspirations du peuple en quête de tout ce qui est licite (halal) », louant, à ce titre, l'élargissement de cette offre aux banques algériennes et aux transactions financières, ce qui va contribuer à l'accélération du rythme du développement et de l'économie nationale », a-t-il assuré. Depuis l'inauguration, l'année dernière, du premier guichet de la finance islamique à Blida, la BADR a ouvert 38 guichets similaires au niveau des groupes régionaux de cette banque disséminés à travers le pays.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE)

L'Algérie a attiré 870 millions de dollars en 2021

Des avancées ont été enregistrées, comme le soulignait le FMI à l'issue de l'une de ses missions, au début du dernier trimestre de l'année écoulée, mais la donne la plus récente, puisqu'elle date de jeudi dernier, est très révélatrice du retard accumulé depuis plusieurs années par l'Algérie pour (re)devenir une destination pour les étrangers porteurs de capitaux à investir.

53 fallait encore enrichir le plaidoyer appelant à doter l'Algérie d'un nouveau code de l'investissement, le tout dernier rapport de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (Crucead) s'en est chargé avec son habituel rapport consacré aux échanges commerciaux internationaux et, surtout, aux flux des investissements directs étrangers (IDE). C'est une compilation de chiffres qui, a de quoi triller notre ego, tant l'Algérie avec toutes ses potentialités reconnues figure pourtant parmi les destinations les moins attrayantes offertes aux investisseurs du monde entier. Le rapport 2022 de la Crucead revient en fait comme une rengaine pour l'Algérie, rengaine déjà poussée par des institutions nationales comme l'a fait au début de l'année en cours la Banque d'Algérie à travers un de ses rapports de conjoncture dans lequel il était rapporté que le flux des investissements directs étrangers (IDE) à desti-

nation de l'Algérie a reculé au cours du premier semestre 2021 pour se chiffrer à 403 millions de dollars contre 504 millions de dollars à la même période de l'année 2020, déjà "miome" tant 504 millions de dollars d'IDE n'avaient pas de quoi susciter des foules, corroborant le constat dressé en 2020 lorsque, à la présentation du Plan de relance économique 2020-2024, l'aveuglisme soulignait déjà le fait que l'Algérie «attire très peu les investissements directs étrangers dans la région Afrique du Nord, soit à peine 10% en 2019».

Dans son rapport publié jeudi dernier, la Crucead avertit que «l'incertitude et l'inversion au risque des investisseurs pourraient exercer une forte pression à la baisse sur les IDE mondiaux cette année». Ceci en raison de l'environnement global de l'investissement qui a changé «de façon spectaculaire avec le début de la guerre en Ukraine alors que le monde était encore sous le choc de

l'impact de la pandémie». Un climat qui fait que «les effets sur les flux d'investissement vers les pays en développement en 2022 et au-delà sont difficiles à anticiper». Ce qui inquiète encore plus les analystes de la Crucead c'est que «certains importants indicateurs suggèrent que la guerre en Ukraine pourrait constituer un facteur pour un révers dans la transition énergétique, avec une augmentation de la production de combustibles fossiles dans des pays qui s'étaient auparavant engagés à réduire les émissions. Au cours du premier trimestre de 2022, la plupart des 5 000 plus grandes entreprises du monde ont revu à la baisse leurs provisions de bénéfices pour 2022. Ce qui impactera négativement les investissements, donc rendra encore plus serrée la course à l'attraction des IDE.

Dans le rapport 2022 de la Crucead, consacré aux IDE en 2021, il est ainsi fait état d'IDE vers les pays africains ayant atteint un niveau record de 83 milliards de dollars en 2021 contre 39 milliards en 2020, soit une hausse de 113%. Une hausse due à l'atténuation de la pandémie qui a pesé lourdement sur les flux d'investissements vers le continent en 2020. En 2021, l'Algérie a attiré 870 millions de dollars en investissements étran-



gers, alors que l'année d'avant le montant était de 1,143 milliard de dollars, en 2019 il était de 1,382 milliard de dollars, en 2018, il était encore un peu plus élevé avec 1,475 milliard de dollars, et 1,232 milliard de dollars en 2017 après être monté à 1,836 milliard de dollars lors de la plus profrique de ces dernières années, en 2016. À l'échelle du continent, après celles enregistrées en Europe (+171%) et en Amérique du Nord (+145%), l'Afrique a enregistré la troisième plus forte évolution. Toutefois, cette forte croissance des IDE vers l'Afrique ne doit pas cacher cette réalité : les flux d'IDE vers l'Afrique n'ont représenté que 5,2% des flux enregist-

trés à l'échelle mondiale. La répartition des flux d'IDE vers l'Afrique nous apprend que l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont vu leurs flux d'investissement augmenter en 2021, alors qu'en Afrique centrale, les flux sont restés stables. L'Afrique du Nord, en revanche, a enregistré une baisse des flux d'IDE. En effet, une baisse de 5% a été enregistrée en Afrique du Nord (9,3 milliards de dollars). Les flux d'investissement vers le Maroc ont augmenté de 52% pour atteindre 2,2 milliards de dollars en 2021, tandis que l'Égypte a vu ses IDE reculer de 12%, à 5,1 milliards de dollars.

Azedine Maktour

L'EXPERT EN ECONOMIE LOTFI BOUGHADOU :

«C'est le moment pour l'Algérie de se restructurer économiquement»

Les effets du conflit entre la Russie et l'Ukraine se propagent à grande échelle. Les sanctions occidentales pèsent non seulement sur la région, mais le monde entier à travers l'essor d'un nouveau système financier avec des conséquences directes et indirectes. Dans ce contexte, quels sont les atouts et les avantages de l'économie algérienne ? C'est ce qu'a développé l'expert en économie Lotfi Boughadou dans cet entretien accordé au Soir d'Algérie où il énumère les aspects avantageux pour l'économie algérienne.



Le Soir d'Algérie : dans le contexte actuel, quelle lecture faites-vous de l'évolution de la situation économique et financière à travers le monde ?

Lotfi Boughadou : Les gouvernements américains et européens ont déployé un arsenal via l'OTAN en prévision d'une guerre qui serait la plus féroce de l'histoire, laquelle à ce jour, ne cesse d'être alimentée par une propagande sur un mix de fake news et surtout par la manière de déformer ou contourner la vérité, afin de manipuler et manipuler l'opinion. En dépit de tout cet arsenal et malgré les sanctions occidentales imposées et infligées, un nouveau système financier vient de s'imposer ou plus exactement d'être préparé et dont le contenu précis sera dévoilé au moment opportun. Pour la première fois dans l'histoire, nous remarquons que c'est plus une guerre économique et financière que militaire dont il s'agit, vu que la Chine a mis en production, en 2015, son système bancaire CBIS (Cross-Border Interbank Payment System) ou appelé également China International Payments System) ; et le SPFS (système de transfert de message financier russe) qui ont littéralement bouleversé les deux systèmes « SWIFT » et « EBIC », et que les Russes ont utilisés comme substitut pour les transactions commerciales pendant la guerre. Ce qui a eu pour effet de perturber le dollar et d'apporter plus de stabilité au rouble, en causant des dévaluations pour les monnaies indexées sur le dollar US.

Qu'en est-il pour l'Algérie ?

En tenant compte de cet aspect mondial, il nous est possible de prendre en considération les aspects avantageux pour l'économie algé-

rienne, en les envisageant prévisionnellement dans une perspective multidimensionnelle. En matière géopolitique, l'Algérie est relativement neutre par rapport aux conflits actuels malgré l'influence des lobbies et des nouvelles alliances qui se dessinent ; il ne faut toutefois pas exclure, non plus, la vigilance en matière de sécurité vu les menaces au niveau des espaces sécuritaires frontaliers.

S'agit-il d'une opportunité pour l'économie algérienne ?

C'est le moment idéal pour l'Algérie pour se restructurer dans tous les domaines économiques en saisissant cette opportunité pour mettre des objectifs très précis avec des deadlines réfléchies, par la mise en place de feuilles de route par segment et le retour à la règle de la roue économique (agriculture, industrie, hydrocarbures, puis, services), et ce, afin de fluidifier les transactions via un système financier plus évolutif et performant, en accordant de l'importance à la ressource humaine par une réduction de la moyenne d'âge, en recherchant et en valorisant la compétence, en créant un plan de succession, tout en éliminant le management pyramidal susceptible de libérer la prise de décision sur un champ d'action précis, ainsi qu'en incitant la culture de l'intérêt commun et d'ordre général.

Qu'y a-t-il à faire en matière de fiscalité ?

Il est primordial d'aller vers une refonte profonde de la fiscalité algérienne, en se détachant du régime général commun et en privilégiant une fiscalité par type d'activité, tenant compte de plusieurs paramètres (taille, type, marge,

nature, gamme, statut juridique, ...). En mettant en place un système fiscal progressif, rationnel et réfléchi édifié sur un accompagnement pédagogique motivationnel et positif, plutôt que sur la base d'un système tyrannique, contraignant et décourageant pesant sur la tête des acteurs économiques (actionnaires, entrepreneurs, investisseurs, ...) comme une épée de Damocès.

En matière d'opportunité de contrats et de déploiement à l'international et de partenariat, quelle position sera la plus avantageuse ?

Étudier la possibilité de la reprise des contrats suspendus et entrer en négociation dans une optique « win-win », en favorisant au mieux le dialogue avec le souci de chercher un terrain d'entente et un commun accord avec toutes les parties prenantes. Quant aux partenariats, il s'agit de trouver d'autres partenaires par la libération d'une fraction des capitaux des entreprises publiques économiques, afin d'obtenir une levée de fonds via d'autres formes en évitant l'endettement classique et en revenant à la règle du partage de risque, de manière à combattre les business parallèles qui se sont créés ou qui pourraient être créés via ces entreprises. En matière de plans et perspectives (à court, moyen et long terme), il s'agit d'avoir une vision simple et surtout orientée vers des solutions adéquates et opportunes, car les propositions doivent faire l'objet d'une étude sur du très court terme, puis apprécier le déploiement en le stabilisant sur du moyen terme. Dans l'esprit de le faire maintenir et durer dans le temps, il est important de mixer les points positifs, sans occulter d'accentuer les axes d'amélioration sur un plan de perfectionnement continu (en s'inspirant et combinant les modèles tels que : PDCA ou roue de Deming, lean six sigma, méthode agile, matrice d'Eisenhower, diagramme Ishikawa, ...) et tout cela avec des prévisions qui s'étaleront sur 50 ans au minimum, dans le cadre d'une vision de développement plus claire.

Que préconisez-vous pour ce qui est de la politique monétaire ?

Étudier la réévaluation de la monnaie DZD, en pensant à intégrer les systèmes financiers internationaux afin d'en faire une monnaie d'échange dans les transactions commerciales (high currency) à l'échelle mondiale. Il faudra

Propos recueillis par Ithem Tir

aussi tenir compte du fait qu'il soit nécessaire de tracer un plan et le mettre en œuvre afin d'établir la dette publique, un allouant une part de la dépense publique d'une manière rationnelle (patrimoine, organisation, ...), et, pourqu'il ne, consolider certains secteurs sous une seule et unique tutelle.

Les contraintes juridiques ont été toujours des térahéaques pour les IDE : l'Algérie doit sérieusement retravailler l'aspect des vides et des contraintes juridiques, en s'orientant vers un système plus transparent quant au traitement des affaires, par une neutralisation appropriée de cette discipline actuarielle instrumentalisée et relativement domestiquée, inspirée volontiers des modèles des pays occidentaux et US. À titre d'exemple, comparativement à certains pays, le traitement des dossiers au niveau des institutions judiciaires s'effectue, justement, sur la base de la relation client-fourisseur, en tenant spécialement compte des règles d'équité en réduisant étroitement les voies et les moyens susceptibles de favoriser les litiges et prétentions corruptives.

Quelles sont les opportunités réelles pour l'Algérie ?

Au niveau de l'économie mondiale, l'Algérie devrait se repositionner, sachant que les occasions et les opportunités sont suffisamment à portée de main. La nécessité de penser au monde d'après, par référence à un paradigme comparable à celui proposé par André Prou et qui a fait l'objet d'une évocation dans le Monde Diplomatique (mars 2022), traitant du sujet de l'économie mondiale lequel considère, bien volontiers, qu'« entre chômage structurel, perte de compétitivité, stagnation ou dégradation environnementale, la localité internationale pourrait creuser des écarts pour les États mentionnés souverains et les autres doivent gérer l'augmentation ». Cette idée particulière peut être inversée si l'État algérien envisage de prendre actuellement les rênes... Ceci étant l'occasion rêvée post-pandémie pour se restructurer en interne. Pour conclure, l'Algérie devrait sérieusement réfléchir à la meilleure manière de se préserver des risques possibles sachant, à la fois, comment contourner la dépendance et en adaptant au mieux l'instrumentalisation.

I. T.

LES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ALGÉRIENNES EN EXERGUE

L'année 2022 débute sous de bons auspices

Des experts internationaux et des économistes, au fait de l'évolution de l'économie algérienne durant le premier semestre 2022, estiment que l'année en cours augure des résultats économiques positifs et tablent sur un rythme de croissance appréciable.

PAR AMAR AOUIMER

Néanmoins, ces experts estiment que la diversification économique est très recommandée pour sortir de la dépendance des hydrocarbures qui rapportent 97% des recettes d'exportation. Aussi, ils recommandent des prises de décisions économiques plus réalistes et fondées sur les lois du marché. Ainsi, après avoir suscité et disséqué l'économie algérienne, des experts du Crédit agricole français ont souligné que l'année 2021 a été celle du redressement de la croissance pour l'Algérie après la récession de 5,1% en 2020 en raison de la crise sanitaire.

La croissance économique bien orientée

"Le PIB devrait croître de 3,6% au cours de l'année passée grâce au redressement du prix des hydrocarbures et à l'effet de base de la crise sanitaire passée. Si le pays n'a pas encore retrouvé son niveau de PIB d'avant-crise à fin 2021, l'amélioration du marché pétrolier va lui permettre de le réaliser en 2022. L'année 2022 débute effectivement sous de bons

auspices grâce à un prix moyen du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril, une hausse de 60% par rapport au prix de début 2021. La production d'hydrocarbures progresse de 12,6% au premier trimestre en raison de l'élargissement des quotas dans le cadre de l'accord Opeps+. Les exportations vers l'Europe ont progressé de 9% au premier trimestre en raison du regain d'achats de l'halie qui compense la baisse de ses importations en provenance de Russie", ont notamment indiqué les analystes de cette institution financière. Ils ajoutent qu'en 2022, "bénéficiant du double effet prix et volumes, le pays devrait, donc, poursuivre son redressement, et la croissance du PIB pourrait rester stable à 3,6%. Le PIB non pétrolier devrait connaître une évolution moins favorable en raison de la sécheresse qui affecte le secteur agricole et des perturbations du commerce mondial pour les autres secteurs. Au total, la croissance du PIB va, néanmoins, rester la plus modérée des pays pétroliers du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord".

Des excédents courants en 2022

Les experts notent également que "les améliorations économiques globales devraient permettre au pays de produire en 2022 de forts excédents commerciaux (biens) après cinq années de déficits (2015 à 2020). Et la meilleure nouvelle macro-économique pour l'Algérie est sans aucun doute le redressement du solde courant qui devrait être légèrement excédentaire en 2022 si les prix du pétrole se maintiennent à un niveau élevé sur l'ensemble

de l'année. Ces améliorations ont d'ores et déjà permis de stabiliser les réserves en devises. Elles ont même légèrement progressé, fin mars dernier, à 46,3 milliards de dollars, soit 29% du PIB".

L'inflation de plus en plus menaçante

Cependant, affirme cette source, plusieurs phénomènes sont à l'œuvre pour la poursuite d'une hausse assez significative de l'inflation au cours des prochains trimestres : la hausse de l'inflation mondiale en raison de la conjoncture post-Covid, les conséquences de la guerre en Ukraine sur le prix des matières premières et, notamment, des céréales (liés à la perturbation des chaînes d'approvisionnement), la baisse des subventions étatiques sur certains biens et, enfin, la hausse de l'inflation importée provoquée par la détérioration de la parité du dinar. Au total, l'inflation s'est établie à 8,1% et 8,9% au cours des deux derniers trimestres de 2021. Au premier trimestre 2022, elle atteint 9,3%, surtout en raison de la hausse des produits alimentaires (14% depuis six mois), mais aussi des services et des produits manufacturés, poursuivent-ils. Ils ont relevé, toutefois, les dangers inhérents à l'inflation galopante.

"Au total, l'inflation, de 6,6% en moyenne en 2021, devrait dépasser les 10% en 2022 compte tenu de la combinaison des phénomènes observés. Une baisse à 7% en 2023 est possible si les tensions économiques mondiales s'apaisent et si le dinar ne se détériore pas trop. La baisse du pouvoir d'achat des ménages pourrait nourrir de plus

fortes tensions sociales dans les trimestres à venir et c'est un risque à ne pas négliger, ont-ils dit.

Une politique monétaire plus réaliste

A propos de la politique monétaire, les experts montrent que, par ailleurs, "la politique monétaire semble actuellement en évolution avec visiblement une volonté de mieux protéger les réserves en devises après l'effondrement spectaculaire des années 2010. Le cours du dinar poursuit sa dépréciation par rapport à la monnaie de référence dollar en 2021 mais aussi début 2022 et ce, malgré le fort redressement des prix du pétrole. Le dinar a ainsi perdu 16,1% par rapport au dollar américain au cours de l'année 2021 et 4,7% depuis le début de l'année 2022".

"Cette forme de décorrélation illustre sans doute une réorientation de la politique monétaire. Celle-ci devrait avoir des effets positifs sur la balance commerciale en renchérissant les importations et en favorisant les exportations. Cette politique monétaire plus réaliste devrait également permettre de réduire le marché parallèle de la devise", ont-ils fait remarquer. Ainsi, ils concluent que "la croissance du PIB, quoique bien orientée, reste modeste pour un pays dont la population croît d'environ 2% par an depuis une quarantaine d'années, de surcroît pour un pays pétrolier. Cette croissance structurellement faible est en grande partie issue de "la maladie de la rente" qui n'a pas permis au secteur non pétrolier de se développer et au secteur privé de prendre le relai de la croissance lors des années de pétrole bon marché".

A. A.

مخصصة كلياً للصيرفة الإسلامية

وكالة جديدة لبنك الفلاحة والتنمية بالبلدية

تحت تصرفهم على مدار 24 ساعة، كما ذكر ذات المسؤول.
من جهته، اعتبر رئيس الهيئة الشرعية، الشيخ أبو عبد السلام، الصيرفة الإسلامية «استجابة موضوعية لتطلعات الشعب للبحث عن الحلال والبعيد عن الحرام» مشعنا في السياق انتشار هذه الخدمة في مختلف بنوك الجزائر والتعاملات المالية ما سيساهم حسيه «في تسريع وتيرة التنمية والاقتصاد الوطني».

للإشارة، تمكن بنك الفلاحة والتنمية الريفية منذ إنطلاقه لأول شبكات مخصص للصيرفة الإسلامية وذلك على مستوى ولاية البلدية، السنة الفارطة، من فتح 38 شباكاً مماثلاً على مستوى المجمعات الجهوية لبنك الفلاحة والتنمية الريفية المنتشرة عبر التراب الوطني.

الوطني، حسب بوراي، تقديمها 14 منتجاً في الصيرفة الإسلامية لزيائتها موزعة بين 6 منتوجات في مختلف الحسابات الجارية و8 منتوجات تمويل على صيغة المراجعة والتي بإمكان جميع الحرفيين والصلاحين والمؤسسات الاستفادة منها.

من جهة أخرى، أكد المدير العام لبنك الفلاحة والتنمية الريفية موكبة مصالحه للتكنولوجيا والتطورات الحاصلة في سوق الصيرفة الإسلامية وهو ما يتجسد، كما قال، في طرح البنك لهذه الخدمة عبر الوكالة الرقمية (الديجيتال) في مسعى تسهيل مهمة الزبائن وتقديم خدمة لهم عن بعد.

وتتمكن هذه الخدمة زبائن البنك من الاستفادة من خدمات الصيرفة الإسلامية من منازلهم أو عبر هواتفهم النقالة أو الكمبيوتر أو عبر الوكالة الرقمية التي هي

فتح، الأحد، بنك الفلاحة والتنمية الريفية، بولاية البلدية، أول وكالة له على المستوى الوطني مخصصة كلياً للصيرفة الإسلامية وذلك في خطوة لتقديم خدمات بنكية تستجيب لتطلعات المواطنين، حسبما علم من القائمين على البنك.

أشرف المدير العام لبنك الفلاحة والتنمية الريفية، محند بوراي، رفقة السلطات المحلية وممثل جمعية البنوك والمؤسسات المالية ورئيس الهيئة الشرعية للبنك، الشيخ أبو عبد السلام، على فتح أول وكالة بنكية في شبكة البنك على مستوى ولاية البلدية مخصصة كلياً للصيرفة الإسلامية، وذلك بعد استحداث عدة شبائيك مخصصة لهذا النظام بمختلف ولايات الوطن.

وتضمن هذه الوكالة البنكية التي ستتبع مستقبلاً بفتح منشآت مماثلة لها عبر التراب

أكد بأن المجلس الإسلامي الأعلى سيسهر على مرافقة المؤسسات البنكية

غلام الله يدعو رجال الأعمال والشركات إلى التعامل مع الصيرفة الإسلامية

دعا رئيس المجلس الإسلامي الأعلى بوعيد الله غلام الله، أمس بمعسكر، المتعاملين الاقتصاديين في الوطن إلى "التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك العمومية".

استجابة كبيرة لدى البنوك العمومية بالوطن في مجال فتح شبابيك لخدمة الصيرفة الإسلامية، التي تتيح للمواطن والمتعامل الاقتصادي التعامل مع هذه المؤسسات البنكية، مبرزاً بأن المجلس الذي شرع أمس من ولاية معسكر في الترويج والتأسيس لخدمات الصيرفة الإسلامية، سيواصل مستقبلاً تنظيم ندوات جهوية حول المالية الإسلامية بمناطق من الوطن. القسم الاقتصادي



بوعيد الله غلام الله

الوطن، وأشار غلام الله، خلال لقاء صحفي على هامش الندوة، إلى أن المجلس الإسلامي الأعلى سجل بارتياح كبير

البنكية ببلادنا في جهودها الرامية إلى تعميم فتح شبابيك للصيرفة الإسلامية بوكالات البنوك العمومية بجميع ولايات

● أبرز غلام الله في كلمة، خلال ندوة جهوية حول المالية الإسلامية، بأن المجلس الإسلامي الأعلى يدعو المتعاملين الاقتصاديين بالوطن إلى ضرورة التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك، باعتبار أن المعاملات المالية الإسلامية تساهم بشكل كبير في الأموال التي من شأنها تحقيق التنمية الاقتصادية للبلاد. وأكد بأن المجلس الإسلامي الأعلى سيسهر على مرافقة المؤسسات

لتحقيق التنمية الاقتصادية في البلاد.. غلام الله: من الضروري التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية

وأشار السيد غلام الله، خلال لقاء صحافي على هامش الندوة إلى أن المجلس الإسلامي الأعلى سجل بارتياح كبير استجابة كبيرة لدى البنوك العمومية بالوطن، في مجال فتح شبايك لخدمة الصيرفة الإسلامية التي تتيح للمواطن، و المتعامل الاقتصادي التعامل مع هذه المؤسسات البنكية، مبرزا بأن المجلس الذي شرع امس من ولاية معسكر في الترويج والتحسيس لخدمات الصيرفة الإسلامية

بالمؤسسات البنكية، سيواصل مستقبلا تنظيم ندوات جهوية حول المالية الإسلامية بمناطق من الوطن. وللإشارة نظمت الندوة الجهوية للمالية الإسلامية، بمبادرة من المجلس الإسلامي الأعلى بالتعاون مع ولاية معسكر، والبنك الوطني الجزائري، حيث عرفت حضور إدارات وممثلين عن وكالات بنكية ومتعاملين اقتصاديين بولايات من غرب البلاد وأثمة مساجد فضلا عن أساتذة جامعيين.

دعا رئيس المجلس الإسلامي الأعلى، بوعبد الله غلام الله، المتعاملين الاقتصاديين بالوطن إلى التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك العمومية.

م . س

وأبرز غلام الله، في كلمة خلال ندوة جهوية حول المالية الإسلامية بأن المجلس الإسلامي الأعلى يدعو المتعاملين الاقتصاديين بالوطن، إلى ضرورة التعامل مع خدمات الصيرفة الإسلامية التي توفرها البنوك، باعتبار أن المعاملات المالية الإسلامية تساهم بشكل كبير في الأموال التي من شأنها تحقيق التنمية الاقتصادية للبلاد.


وأكد بأن المجلس الإسلامي الأعلى، سيسهر على مراقبة المؤسسات البنكية ببلادنا في جهودها الرامية إلى تمميم فتح شبايك للصيرفة الإسلامية بوكالات البنوك العمومية بجميع ولايات الوطن.




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES-CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger